

Fiche de poste – Conseiller(ère) développement durable

Numéro du poste	16-023
Organisme	Ambassade de France en Argentine – Service économique régional
Intitulé du poste	Conseiller(ère) développement durable
Localisation	Buenos Aires
Grade	A et A +
Langue	Espagnol courant indispensable et anglais indépendant
Date limite de candidature	13 mai 2016
Prise de poste théorique	1 ^{er} septembre 2016
Durée	3 ans, prolongeable 1 an
Position	Mise à disposition
Contact	<p>Toute candidature doit impérativement faire l'objet d'une information préalable et d'un dépôt formel de dossier à la DAEI, bureau du personnel à l'international, qui organise le processus de sélection.</p> <p>Merci de faire parvenir, sous format électronique, votre dossier de candidature :</p> <ul style="list-style-type: none">• un CV avec photo, en français, au format Europass ou autre format ;• une lettre de motivation en français et en anglais, signées et à l'attention de Christian Gianella, chef du SER ;• une attestation de votre hiérarchie confirmant votre disponibilité si votre candidature est retenue. <p>Uniquement à Marie-Christine Rabioux, bureau du suivi du personnel à l'international (SG-DAEI-EI2), tél. 01.40.81.18.87 courriel : marie-christine.rabioux@developpement-durable.gouv.fr</p>
Aptitudes	<ul style="list-style-type: none">➤ Connaissance approfondie des grands domaines de compétence du MEEM et de l'offre française sur les enjeux du développement durable ;➤ Compréhension de la stratégie et des instruments de la France en matière d'aide au développement – AFD, Trésor.➤ Qualités rédactionnelles et d'expression orale ;➤ Grande capacité de travail et disponibilité (missions à prévoir) ;➤ Capacité à développer des contacts opérationnels au sein des administrations nationales des pays de la zone et des organisations internationales banques de développement notamment ;➤ Capacité à mobiliser les acteurs publics et privés français de l'offre française à l'international dans le domaine du développement durable : ADEME International, Syndicat des Énergies Renouvelables, VIVAPOLIS, grandes collectivités territoriales, etc.

<p>Présentation du poste</p>	<p>Le conseiller développement durable pour le Cône Sud est placé sous l'autorité du chef du Service Economique Régional pour le Cône Sud. Le Service est composé d'un pôle financier, dirigé par l'adjoint et conseiller financier (en charge du suivi des questions macroéconomiques et financières), et d'un pôle sectoriel. A l'arrivée du Conseiller Développement Durable, les portefeuilles seront répartis comme suit : le conseiller développement durable sera en charge des secteurs « environnement / infrastructures / transport / industrie » et un agent de droit local conserve la charge des secteurs énergie / mines/ agriculture / aéronautique.</p> <p>Le SER de Buenos Aires a compétence sur quatre pays du Cône Sud, comprenant l'Argentine, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay.</p> <p>Des missions ponctuelles sur des projets intéressant les entreprises françaises sont à prévoir au Paraguay et en Uruguay, en étroite coordination avec les ambassadeurs, et éventuellement au Chili, où les sujets sectoriels sont déjà traités par le chef du service économique de Santiago.</p> <p>Le pôle développement durable (développement urbain durable, transports et climat) du Service économique régional (SER) de Buenos Aires est chargé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du suivi des dossiers relevant des attributions du MEEM/MLHD, notamment dans les domaines du climat, des transports et du développement urbain durable ; - de l'accompagnement de l'offre française dans ces domaines de compétence ; - du renforcement de la coopération entre le MEEM/MLHD et les ministères homologues dans les pays de la zone de compétence du SER. <p>Les domaines de compétence du pôle incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'animation et la coordination de l'action régionale dans le domaine du développement urbain durable : planification urbaine, gestion et valorisation des déchets, développement des transports urbains, lutte contre la pollution de l'air, enjeux urbains environnementaux, infrastructures de traitement de l'eau et assainissement ; - la promotion de l'offre française en matière d'efficacité énergétique (promotion du bâtiment et des matériaux) ; - les questions de transport : suivi et analyse du secteur du transport dans un contexte régional, perspectives, promotion de l'offre française (ferroviaire, aéroportuaire, etc.) ; - les questions climatiques : le suivi des négociations internationales sur le climat et la biodiversité et le respect des engagements pris à la COP21, les coopérations et financements en direction des pays en développement, la promotion de l'offre française dans le domaine des énergies renouvelables.
<p>Fonctions</p>	<p>Le conseiller développement durable est chargé, dans son domaine de compétence:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'analyser pour le MEEM, le MLHD et la DG Trésor les stratégies nationales et les stratégies des bailleurs de fonds, mises en œuvre dans son champ d'attributions ; de réaliser des études et des veilles pour le compte des administrations centrales ; - de contribuer par son expertise aux avis rendus par le SER sur les stratégies et projets portés dans la région par le Groupe AFD/Proparco et par les bailleurs de fonds multilatéraux – Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Banque européenne d'investissement, Union Européenne, CEPAL, CAF... ; Le Conseiller Développement Durable devra par exemple œuvrer au bon positionnement des entreprises françaises sur ce type de financement. - de contribuer à l'organisation des visites ministérielles et officielles françaises en Argentine et dans la zone de compétence du SER ; - de défendre les intérêts de la France et de ses entreprises auprès des autorités nationales sur ses sujets de compétence; - de contribuer à l'attractivité de la France par la présentation des politiques publiques portées par le MEEM, notamment dans le domaine du Climat ; <p>Il s'appuie pour cela sur les ressources du SER. Il travaille en lien étroit avec Business France et la chancellerie, notamment le Premier secrétaire en charge des enjeux globaux ; il est en relation directe avec les chargés de mission géographiques de la DAEI et de la DG Trésor, et avec les directions générales du MEEM et MLHD.</p>

<p>Conditions de vie</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pays au climat exceptionnel, l'Argentine est un pays qui offre d'excellentes conditions de vie (abondante offre culturelle, lieux touristiques réputés, niveau général des infrastructures) ➤ Transition politique majeure en décembre 2015 en Argentine, qui devrait conduire à un contexte économique porteur, favorisant l'intérêt des entreprises françaises. ➤ Communauté étrangère nombreuse (organisations internationales), communauté française structurée autour d'une communauté d'affaires de 250 entreprises implantées. ➤ Parc locatif abordable et de bon niveau. Niveau de vie assez élevé. ➤ Conditions de scolarisation excellentes dans le système français, de la maternelle à la terminale. ➤ Nombreuses facilités notamment des hôpitaux de niveau international et de nombreux centres commerciaux. ➤ Conditions de sécurité acceptables sous réserve du respect des règles minimales (petite délinquance).
<p>Informations complémentaires</p>	<p>Pour tout complément d'information sur le poste, vous pouvez contacter :</p> <p>Hervé BOISGUILLAUME, Sous-directeur des échanges internationaux à la DAEI Courriel : Herve.Boisguillaume@developpement-durable.gouv.fr Tél : +33 1 40 81 27 64</p> <p>ou</p> <p>M. Christian Gianella, Chef du Service Économique Régional Courriel : christian.gianella@dgtresor.gouv.fr Tél : +54 4394 3034</p>